

Les parties sont dispensées du ministère d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

R. 7343-21

Décret n°2021-1791 du 23 décembre 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les délais fixés par les articles **R. 7343-16** et **R. 7343-18 à R. 7343-20** sont calculés et prorogés conformément aux *dispositions des articles 640 à 642 du code de procédure civile*.

#### Sous-section 6 : Les candidatures des organisations syndicales et des associations

R. 7343-22

Décret n°2021-1791 du 23 décembre 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les candidatures des organisations mentionnées à l'article **L. 7343-2** sont transmises par voie électronique. Une organisation qui se porte candidate dans deux secteurs d'activité présente deux candidatures distinctes. Dans chaque secteur d'activité, les associations et syndicats affiliés à une même organisation syndicale au niveau interprofessionnel se déclarent candidats sous le seul nom de cette organisation. Chaque organisation candidate désigne un mandataire qui la représente au cours des différentes étapes de la procédure électorale.

R. 7343-23

Décret n°2021-1791 du 23 décembre 2021 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Un arrêté du ministre chargé du travail fixe les modalités et la période de dépôt des candidatures des organisations candidates ainsi que le modèle des documents requis pour le dépôt des candidatures.

R. 7343-24

Décret n°2022-142 du 7 février 2022 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Toute déclaration de candidature d'une organisation est accompagnée des pièces suivantes :

- 1° Une déclaration sur l'honneur du mandataire de cette organisation attestant que sa candidature satisfait aux exigences prévues à l'article **L. 7343-6** et précisant le ou les secteurs d'activité dans lesquels cette organisation se porte candidate ;
- 2° Une copie de ses statuts ;
- 3° Une copie du récépissé de dépôt de ses statuts ;
- 4° Les éléments et documents permettant de justifier de l'indépendance et de la transparence financière de l'organisation ;
- 5° Une copie de la décision ayant donné pouvoir au mandataire pour effectuer les démarches nécessaires à la déclaration de candidature ou des dispositions statutaires fondant ce mandat ;
- 6° Une copie d'un document permettant d'attester l'identité du mandataire.

En cas de candidature dans deux secteurs d'activité, les pièces communes à ces candidatures sont transmises en un seul exemplaire pour les deux candidatures.

R. 7343-25

Décret n°2022-142 du 7 février 2022 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'Autorité des relations sociales des plateformes d'emploi, chargée de l'instruction de la déclaration de candidature, délivre par voie électronique un récépissé au mandataire de l'organisation candidate dès lors que cette déclaration satisfait au délai prévu par l'arrêté mentionné à l'article **R. 7343-23**.  
Si l'organisation candidate ne remplit pas les conditions prévues à l'article **L. 7343-6**, l'Autorité notifie son refus de validation au mandataire de l'organisation candidate.